
La déréglementation : Dans le cadre de sa volonté d'ensemble de se retirer de l'économie, le gouvernement mexicain réduit le poids de la réglementation sur les entreprises et simplifie sa réglementation économique.

La libéralisation des relations commerciales : Même avant l'arrivée au pouvoir du président Salinas, le Mexique avait déjà accepté de mettre fin au protectionnisme. En 1986, il a adhéré à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). La politique de contrôle des importations au moyen de permis a été abandonnée au profit d'un système de tarifs douaniers modérés. La manifestation concrète de l'engagement du Mexique envers la libéralisation commerciale a été l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) conclu avec les États-Unis et le Canada.

La privatisation du secteur étatisé : La taille du secteur étatisé a été réduite de 1 155 entreprises à moins de 250 grâce à des ventes à des intérêts privés. Les recettes de ces ventes ont été affectées à des développements d'infrastructures comme des constructions de routes.

La libéralisation de la réglementation sur les investissements étrangers : Le gouvernement a adopté des politiques destinées à stimuler l'apport de capitaux étrangers. Celles-ci comprennent la simplification des règles régissant les investissements étrangers, l'élargissement des restrictions sur la propriété étrangère et l'amélioration de la protection pour la propriété intellectuelle. C'est ce qui explique le montant de 8,3 milliards de dollars US de nouveaux investissements au Mexique en 1992, après le record de 9,9 milliards de dollars en 1991.

L'organisation d'un Plan national de développement : Le gouvernement a annoncé une stratégie à long terme mettant l'accent sur la promotion de la souveraineté, de la démocratie, de la croissance économique et de la prospérité. Dans le domaine économique, il s'efforce de compléter les initiatives ci-dessus avec des mesures destinées à améliorer la productivité, la capacité concurrentielle et à moderniser l'infrastructure du pays. Le président Zedillo a rendu public le plus récent plan quinquennal en mai 1995.

La crise financière de 1995 : Le début de l'instabilité financière, à la fin de décembre 1994, qui s'est prolongée durant une grande partie de 1995, a entraîné une contraction importante de l'activité économique. Alors que les taux d'intérêt et d'inflation augmentaient rapidement, la valeur du peso diminuait et la confiance des investisseurs, tant étrangers que mexicains, dans l'avenir du pays s'évanouissait. Au pire moment de la crise, en mars 1995, la valeur du peso, exprimée en dollar américain, avait baissé de 50 pour 100 par rapport à ce qu'elle était avant la crise et les taux d'intérêt nominaux à court terme frisaient les 80 pour 100. C'est pourquoi les investissements du secteur privé se sont évanouis, les dépenses des consommateurs se sont effondrées et le système bancaire mexicain a été confronté à des tensions extrêmes. Le taux de chômage dans l'économie structurée a augmenté au fur et à mesure que la situation des entreprises se détériorait.